



SYNDICAT
DÉPARTEMENTAL DE L'
ÉDUCATION
NATIONALE DE LA
HAUTE-GARONNE

BOURSE DU TRAVAIL BP 7094
19, PLACE SAINT-SERNIN
31070 TOULOUSE CEDEX 7
05.61.22.18.89
06.77.10.84.80

FÉDÉRATION DE L'
ÉDUCATION, DE LA
RECHERCHE ET DE LA
CULTURE

La Cgt Educ'action 31
Commission exécutive élargie
Réunie le vendredi 22 septembre 2017
Bourse du travail - Toulouse



LIBERTE POUR SALAH HAMOURI ET TOU-TE-S LES PRISONNIER-E-S POLITIQUES PALESTINIEN-NE-S

Le 23 août, trois jours après avoir obtenu son diplôme d'avocat, **Salah Hamouri, un franco-palestinien de 32 ans a été arrêté à son domicile de Jérusalem-Est par les forces d'occupation israéliennes**, dans l'arbitraire le plus total et placé en détention administrative pour six mois sur décision du ministère de la défense.

La détention administrative est une des armes utilisées par le pouvoir israélien pour maintenir en prison des Palestiniens sans avoir à justifier ne serait-ce que d'un prétexte. Renouvelable de 6 mois en 6 mois, elle peut maintenir un opposant indéfiniment en prison sans qu'aucune charge ne lui soit signifiée. Ainsi des dizaines de prisonnier-e-s politiques palestinien-ne-s ont passé plusieurs années en prison sans connaître les motifs de leur détention. Aujourd'hui, 6128 prisonnier-e-s politiques palestinien-ne-s croupissent dans les geôles israéliennes, dont 450 en détention administrative (dont plusieurs député-e-s).

Ce n'est pas la première fois que Salah est incarcéré en Israël où il a déjà passé sept ans en prison entre 2005 et 2011 sans avoir commis le moindre délit. Depuis Israël ne cesse de le harceler : assigné à résidence, son épouse interdite de mettre les pieds en Palestine, et maintenant, depuis le 23 août, à nouveau emprisonné de manière totalement illégale !

Assez d'acharnement ! Nous exigeons la libération immédiate de Salah Hamouri qui, comme les milliers de prisonnier-e-s politiques palestinien-ne-s, n'a rien à faire dans les prisons israéliennes.

Nous ne pouvons rester silencieuses-eux face à cette nouvelle démonstration de force de l'occupant.

Alors que les médias, le gouvernement, le président sont des plus silencieux sur l'emprisonnement de notre camarade Salah Hamouri, le gouvernement français doit tout faire pour exiger la libération immédiate de Salah Hamouri.

LIBERTE POUR SALAH HAMOURI ET TOU-TE-S LES PRISONNIER-E-S PALESTINIEN-NE-S

Toulouse, le 22 septembre 2017